



Affaire traitée par :
Jérémy BASTIEN
Poste 7031

Sète, le 5 octobre 2015

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2015

A

Affiché conformément à l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18h30 heures, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Sénateur-Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT.

Monsieur Romain FERRARA est désigné(e) à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Sénateur-Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 27/07/2015. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Sénateur-Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

Préalablement à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de cette séance, Monsieur le Sénateur-Maire soumet à l'approbation du Conseil municipal une motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France concernant le financement des rythmes scolaires.

La motion est approuvée à la majorité par 40 voix Pour et 1 voix Contre.

INTERCOMMUNALITE

1 - RAPPORT D'ACTIVITE DE THAU AGGLO - ANNEE 2014

Conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal a pris acte du rapport d'activités de Thau Agglomération pour l'année 2014. Ce document contient notamment les éléments du compte administratif tel qu'il a été adopté par le conseil communautaire, et mentionne les indicateurs techniques et financiers du service public d'élimination des déchets.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

M. DENAJA s'absente.

FINANCES

2 - BUDGET VILLE 2015 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CALANDRETA DELS DALFINETS

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 9000 euros à l'association Calandreta dels dalfinets, pour soutenir les actions de promotion de la langue et de la culture occitane mises en œuvre par l'association.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

3 - DISPOSITIF DE REUSSITE EDUCATIVE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CCAS

Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de leur partenariat pour la conduite du Projet de Réussite Educative, l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances verse au Centre Communal d'Action Sociale une participation financière de 123 000 euros pour l'année 2015.

Afin de soutenir les actions mises en œuvre ciblant un public de jeunes fragilisés de 2 à 16 ans, le Conseil municipal a décidé d'attribuer une subvention de 4000 euros au CCAS.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

FINANCES

4 - BUDGET VILLE 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°3

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 7 voix Contre.

Le Conseil municipal a adopté la décision modificative n°3 du budget de la VILLE, se présentant ainsi :

Section investissement.....	169 066 €
Section fonctionnement.....	0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	117 000,00
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles	5 489,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements versées	2 438,00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations	105 679,00	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-142 340,00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis.		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Opérations d'Equipement		197 800,00	021	Vir. de section d'exploitation	52 066,00
TOTAL		169 066,00	TOTAL		169 066,00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	79 955,00	002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-132 201,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	180,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
023	Virement section inves.	52 066,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
TOTAL		0,00	TOTAL		0,00

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

5 - BUDGET VILLE 2015 - MODIFICATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 7 voix Contre.

Considérant que le rythme de réalisation de certaines opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents initialement mis

en place, le Conseil municipal a décidé d'apporter des modifications à ces derniers, selon le tableau ci-après :

N° AP	OPERATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
09007	BD JM GRANGENT	2 328 600.00	8 500.00	9 000.00	0.00	415 306.00	460 000.00	152 252.00		1 283 542.00
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>2 328 600.00</i>	<i>0.00</i>	<i>0.00</i>	<i>0.00</i>	<i>33 578.90</i>	<i>51 162.00</i>	<i>500 986.10</i>	<i>188 711.00</i>	<i>1 554 162.00</i>
12001	TRAVAUX VOIRIE	5 077 627.00				697 627.00	1 095 000.00	885 000.00		2 400 000.00
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>5 179 267.00</i>				<i>114 484.90</i>	<i>1 645 595.83</i>	<i>727 004.43</i>	<i>750 670.00</i>	<i>1 941 511.84</i>

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

6 - BUDGET EAU 2015- DECISION MODIFICATIVE N°3

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 7 voix Contre,

Le Conseil municipal a adopté la décision modificative n°3 du budget de l'EAU, se présentant ainsi :

Section investissement..... 248 000 € €
Section fonctionnement..... 0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 20	Immobilisations incorporelles		Ch. 13	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 20	Immobilisations corporelles	124 000.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 23	Immobilisations En cours				
AP/CP	Op. d'équipements		Ch. 27	Autres immobilis. Financières	124 000.00
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	124 000.00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	124 000.00
			021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	248 000.00		TOTAL	248 000.00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Rapporteur : Monsieur Jean-Claude GROS

La Présidence est confiée à M. LLANOS, M. le Maire est absent.

7 - BUDGET POMPES FUNEBRES - MODIFICATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le montant du déficit de fonctionnement inscrit au compte administratif 2014 du budget des Pompes Funèbres, approuvé par délibération du 22 juin 2015, ne tient pas compte d'une opération non budgétaire d'intégration effectuée en 2014 pour un montant de 385,25 euros.

Pour assurer la conformité entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion de ce budget pour l'année 2014, le Conseil municipal a approuvé une rectification des résultats du Compte Administratif pour la section de fonctionnement :

Solde d'exécution 2014 :	12 041,09
Résultat reporté 2013 :	- 97 899,32
Intégration par opération d'ordre non budgétaire :	385,25
Résultat de clôture 2014 :	- 85 472,98

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

Monsieur le Maire reprend la Présidence de séance.

8 - BUDGET POMPES FUNEBRES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a adopté la décision modificative n°2 du budget des POMPES FUNEBRES, prenant en compte la régularisation d'une opération non budgétaire d'intégration effectuée en 2014 pour un montant de 385,25 €, se présentant ainsi :

Section fonctionnement..... 0 €

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	-385,25	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à caract. général	385,25	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	0,00		TOTAL	0,00

Rapporteur : Madame Jocelyne CASSANY

9 - DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR RECOURIR AUX INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Délibération adoptée à la majorité par 33 voix Pour et 7 voix Contre,

La réglementation donne un cadre annuel aux délégations données par le Conseil municipal au Maire pour recourir aux instruments de couverture.

Par la présente délibération énonçant ainsi les principes à retenir pour l'exercice 2015, en tenant compte de l'évolution des marchés financiers, des anticipations et des nouveaux produits offerts par les banques, le Conseil municipal a autorisé le Maire à recourir à ce type d'instruments, et a subdélégué les attributions afférentes, en cas d'empêchement du Maire au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier adjoint au Deuxième Adjoint.

L'objectif est de permettre une prise de décision avec souplesse et rapidité pour saisir des opportunités sur le marché conformément à une stratégie clairement définie, au service d'une politique de gestion active de la dette et de minimisation de la charge financière supportée par la Commune.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

Retour de M. DENAJA.

ADMINISTRATION GENERALE

10 - CONSEILS DE QUARTIER - DETERMINATION DU NOMBRE DES ADJOINTS ET ELECTION COMPLEMENTAIRE DES ADJOINTS AU MAIRE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 30 janvier 2015, le Conseil municipal a décidé de créer et fixer le périmètre de sept conseils de quartier.

Dans ce cadre, la loi prévoit la faculté de créer des postes d'adjoints au Maire chargés d'un ou plusieurs quartiers, pouvant donner lieu à dépassement de la limite du nombre des adjoints, sans toutefois que le nombre d'adjoints supplémentaires puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal.

Le Conseil municipal a approuvé la création de 3 postes d'adjoints au titre des conseils de quartier, portant le nombre d'adjoints au Maire à 15, et a procédé à l'élection de la liste complémentaire comportant les noms des conseillers municipaux candidats à ces fonctions.

Dans les communes de 3500 habitants et plus, les adjoints au maire sont élus au scrutin de liste, à la majorité absolue sans panachage ni vote préférentiel, dans le respect des règles de parité, et à bulletin secret.

Listes candidates après appel à candidature :

Liste A :	Liste B :
M.BODART	M. ANDRAL
Mme PELIZZA	Mme JEANNE
M.TAILLADE	M. DALMON

Dépouillement :

- nombre de conseillers présents non votants : 0
- nombre de votants : 41
- nombre de blancs: 2
- nombre de suffrages exprimés : 39
- majorité absolue : 20

Résultats :

- liste A : 31 voix
- liste B : 8 voix
- blancs : 2

Les adjoints de la liste A ayant obtenu la majorité absolue, ont été élus et installés dans leurs fonctions dans l'ordre du tableau suivant :

RANG	NOM	PRENOM
13 ^{ème} adjoint	BODART	MICHEL
14 ^{ème} adjoint	CANDORE-PELIZZA	TINA
15 ^{ème} adjoint	TAILLADE	JEAN-MARIE

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

TOURISME

11 - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ETABLIE AVEC L'OFFICE DE TOURISME

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la convention d'objectifs et de moyens établie entre la Commune et l'Office de Tourisme de Sète.

Cette convention détaille les missions confiées à l'Office de Tourisme, et définit les indicateurs de performance. Elle prévoit également les moyens que met la Commune à disposition de l'Office de Tourisme afin d'assurer ses missions de service public.

La convention prendra effet le 27 décembre 2015 et expirera le 31 décembre 2016, puisque la loi prévoit le transfert de la compétence promotion du tourisme aux Etablissement Publics de Coopération Intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2017.

Rapporteur : Madame Anne de GRAVE

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

12 - CARTE "VOS INCROYABLES PRIVILEGES" - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF AUPRES DES JEUNES AGES DE 15 A 25 ANS

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la mise en place d'un nouveau concept dénommé carte « Vos Incroyables Privilèges », à destination des jeunes âgés de 15 à 25 ans domiciliés sur Sète, afin qu'ils puissent bénéficier de véritables avantages en matière d'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, et à la formation.

Cette carte, qui succède à la carte jeune, est évolutive et sera mise à jour chaque année en fonction des nouveaux partenaires. Elle pourra être obtenue au guichet unique de la commune ou à la mairie annexe de l'Ile de Thau, pour un coût de 20 € par an.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRE - AZAIS

AFFAIRES CULTURELLES

13 - SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ENSEIGNEMENT MUSICAL - CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Département a mis en place un Schéma Départemental d'Enseignement Musical (SDEM), visant à renforcer la structuration d'un enseignement musical de qualité accessible au plus grand nombre sur l'ensemble du territoire héraultais, à développer les pratiques collectives et à diversifier les esthétiques musicales enseignées.

Ce dispositif prévoit notamment pour les établissements publics classés par l'Etat, comme le conservatoire de Sète, une participation dont l'octroi est conditionné à la fois par le plafonnement des droits d'inscription, et la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs opérationnels.

Dans ce cadre, le Conseil municipal a approuvé une convention avec le Département, définissant pour un an les obligations de chacun concernant les projets d'établissement, le cadre d'emploi et les diplômes requis, et fixant la subvention du Département au conservatoire de Sète à 13 000 euros pour l'année 2015.

Rapporteur : Madame Catherine MARAVAL

14 - DEPOT DE LA MARQUE "QUAND JE PENSE A FERNANDE" AUPRES DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le festival « Quand je pense à Fernande », désormais ancré dans le paysage culturel régional, connaît une notoriété croissante.

Afin de protéger les éléments de communication propres au festival, considérés comme composantes de la marque « Quand je pense à Fernande », le Conseil municipal a approuvé le dépôt de la marque auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle, et autorisé le Sénateur-Maire à signer les documents afférents.

Cette protection entraîne une dépense de 376,00 euros, pour 10 ans.

Rapporteur : Madame Christelle ESPINASSE

PERSONNEL

15 - MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRES DU CCAS – CONVENTIONS
Délibération adoptée à l'unanimité.

Considérant l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 25 septembre 2015 pour les catégories A et C, le Conseil municipal a pris acte de trois conventions de mise à disposition, au CCAS, des agents territoriaux suivants :

- M. Michel BATTINELLI (catégorie A), assurant les fonctions de Directeur Adjoint, à compter du 13 octobre 2015 pour une période de 1 an,
- Mme Valérie RIBERA (catégorie C), assurant les fonctions de secrétaire, à compter du 13 Octobre 2015 pour une période de 3 ans,
- Mme Andrée BOURDON (catégorie C), assurant les fonctions d'entretien du Foyer « Les Voutes », à compter du 1^{er} Novembre 2015 jusqu'au 15 Juillet 2016 inclus (date de départ en retraite de l'agent).

Les fonctions occupées par l'ensemble de ces agents sont comparables à celles exercées au sein de la collectivité et de même niveau hiérarchique. Le coût total des rémunérations sera intégralement remboursé par l'établissement d'accueil.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

16 - MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRES DE CLUBS SPORTIFS – CONVENTIONS
Délibération adoptée à l'unanimité.

Considérant l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 25 septembre 2015 pour la catégorie C, le Conseil municipal a pris acte de trois conventions de mise à

disposition pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 2016, d'agents territoriaux auprès des clubs sportifs suivants :

- ARAGO : M. Patrick DUFLOS,
- VOILE FUN SETE : M. Luc AYRAULT,
- FC SETE 34 : M. Emmanuel PRENGIEL.

Les fonctions occupées par l'ensemble de ces agents sont comparables à celles exercées au sein de la collectivité et de même niveau hiérarchique. Le coût total des rémunérations sera intégralement remboursé par l'établissement d'accueil.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

17 - MISE A DISPOSITION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (ETAPS) - CONVENTIONS A PASSER AVEC L'EDUCATION NATIONALE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature de conventions avec l'Education Nationale pour la mise à disposition d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS) auprès des écoles.

Ces conventions ont une durée correspondant à l'année scolaire 2015/2016, et portent sur les activités natation, rame, tennis, vélo et voile.

Rapporteur : Monsieur Gérard CASTAN

18 - PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDEE AUX AGENTS - APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération adoptée à l'unanimité des votants : Pour : 31 ; Abstention : 10,

Plusieurs agents territoriaux ont sollicité la protection fonctionnelle de la commune :

- M. Sauveur D'AGATE : Responsable des Halles Centrales - agression verbale du 9 juin 2015,
- Mme Christine SIDOBRE : Responsable du service Festivités – dans le cadre d'une procédure judiciaire,
- M. Christian PARIS : Policier municipal - Outrages et violences volontaires du 2 août 2015,
- M. Stéphane LAUGE : Policier municipal - outrages du 2 août 2015,
- M. Mohamed DAHOU : Agent des Services Techniques - atteinte ayant entraîné une incapacité totale de travail de 5 jours du 22 juillet 2015,
- M. Michel TAULER : Directeur de cabinet - dans le cadre d'une procédure judiciaire,

Les faits concernés ayant été commis à l'occasion des fonctions de ces agents, et en raison de leur statut, le Conseil municipal leur a accordé le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Rapporteur : Madame Corinne DAMBIELE - MOSLER

Départ de M. DENAJA, ayant donné pouvoir à M. LIBERTI.

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

19 - SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DES PARCS DE STATIONNEMENT HALLES, CANAL ET VOIRIE CONFIEE A VINCI PARC - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 21 septembre 2015, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel 2014 du délégataire VINCI PARK CGST pour la gestion des parcs souterrains du Canal et des Halles, ainsi que le stationnement payant sur voirie, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

20 - SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR CONFIEE A ANTALIS - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 18 septembre 2015, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel 2014 du délégataire ANTALIS pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

21 - SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE CONFIEE A ERDF - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 21 septembre 2015, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel 2014 du délégataire ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique d'électricité, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

22 - SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ CONFIEE A GRDF - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

Après examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 18 septembre 2015, le Conseil municipal a pris acte du rapport annuel 2014 du délégataire GAZ RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique de gaz, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

URBANISME

23 - PROJET D'INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES SUR LE SITE DES ANCIENS SILOS DE LA MEDITERRANEE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération adoptée à l'unanimité.

Les installations classées des Silos de la Méditerranée sur le môle Masselin ont été démantelées en 2013, ce qui représente un élément extrêmement positif du fait de la disparition de cette installation dangereuse et trop proche des habitations.

L'étude des sols a permis de constater l'existence d'hydrocarbures, et de quelques traces de métaux lourds. Au regard de la future vocation de ce site, prévue par la Région (parking aérien du nouveau terminal passager), le risque sanitaire de contamination est faible.

Néanmoins, la DREAL envisage la mise en place de servitudes d'utilité publique, d'une part, pour fixer des prescriptions techniques relatives à l'aménagement du site, et d'autre part, dans l'hypothèse d'un changement ultérieur d'usage ou de configuration du site.

Sachant que ce site conservera dans tous les cas une vocation portuaire, le Conseil municipal a émis un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral instaurant des Servitudes d'Utilité Publique sur la parcelle cadastrée AL4 correspondante.

Rapporteur : Monsieur Michel BODART

SERVICES TECHNIQUES

24 - AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE DU PATRIMOINE BATI DE LA COMMUNE DE SETE – APPROBATION

Délibération adoptée à l'unanimité.

Après un avis favorable de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées le 17 septembre 2015, le Conseil municipal a adopté l'Agenda d'Accessibilité Programmée du patrimoine bâti de la commune, comportant un programme et un phasage financier des travaux à réaliser, dans le cadre de la mise en accessibilité des 118 sur 140 bâtiments recevant du public devant être mis en conformité au regard de la loi Handicap sur Sète.

D'après la dernière évaluation fournie par le bureau d'études BETEM, début septembre 2015, le montant total des travaux est estimé à 5.250.760,48 € TTC décomposés comme suit :

- 2016 à 2018, la tranche 1 portera sur 24 établissements
- 2019 à 2021, la tranche 2 portera sur 43 établissements
- 2022 à 2024, la tranche 3 portera sur 51 établissements

Rapporteur : Madame Colette GUIRAUDOU- JAMMA

EAU

25 - SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DES BASSINS VERSANTS DE LA LAGUNE DE THAU ET DE L'ETANG D'INGRIL – APPROBATION

Délibération adoptée à l'unanimité.

Les bassins versants de la lagune de Thau et de l'Etang d'Ingril sont concernés par deux types de planifications complémentaires, le Schéma de Cohérence Territoriale

(SCOT) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), faisant l'objet d'une démarche d'intégration par le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT) dans le Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau.

L'objectif principal du SAGE est de garantir durablement une qualité des ressources en eau et des milieux aquatiques compatibles avec les usages (activités halieutiques, thermalisme, l'agriculture et le tourisme, ...), tout en organisant la gouvernance des différents acteurs (Etat, Collectivités, services d'eau, assainissement...).

Le SAGE comporte un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, un règlement, un atlas cartographique, un rapport environnemental, et un rapport d'évaluation économique.

Suite à validation par la Commission Locale de l'Eau le 23 avril 2015, le Conseil municipal a émis un avis favorable au projet de SAGE des bassins versants et de la lagune de Thau et de l'Etang d'Ingril.

Rapporteur : Monsieur Jean-Claude GROS

URBANISME

26 - DECISION RELATIVE AUX PENALITES EN MATIERE DE FISCALITE DE L'URBANISME - REMISE GRACIEUSE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Un pétitionnaire, Monsieur René LEMAIRE (permis de construire n° 034.301.09.70011), a réglé avec retard sa taxe locale d'équipement, mais a donné des arguments valables pour la remise gracieuse des pénalités afférentes, pour un montant de 443 €.

Compte tenu de l'avis favorable du comptable public, le Conseil municipal a accordé la remise gracieuse de ces pénalités.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

EAU

27 - CONTRAT DE GESTION INTEGREE DU TERRITOIRE DE THAU - 2EME PHASE - CONVENTION D'APPLICATION 2015-2018

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Contrat de Gestion Intégrée du territoire de Thau, porté par le SMBT, a pour objectif d'apporter une réponse globale aux enjeux de ce territoire, et a fait l'objet d'une première convention d'application 2012-2014.

Le Conseil municipal a approuvé une seconde convention d'application pour la période 2015-2018.

Les signataires du Contrat et de ses conventions d'application sont les partenaires financiers et les principaux maîtres d'ouvrage, s'accordant sur leurs engagements financiers et sur les orientations stratégiques du programme d'actions, constituant la mise en œuvre des orientations du SCOT et du SAGE du territoire de Thau.

La mobilisation des aides de l'Etat, de l'Agence de l'eau et des crédits Feder, permet aux maîtres d'ouvrage de bénéficier de financements sur les actions proposées, avec, sur certaines actions, des taux de participation qui représentent jusqu'à 80% du montant des actions.

Les 4 orientations stratégiques s'intitulent respectivement : « Partager des espaces et des ressources », « Organiser le développement urbain et la mobilité avec les acteurs du territoire », « Développer durablement les activités », « Mettre en œuvre une gouvernance adaptée aux enjeux du territoire ».

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

GESTION DU PATRIMOINE

28 - VENTE PAR LE CCAS DE L'IMMEUBLE AU 8 RUE GABRIEL PERI - DEMANDE D'AVIS CONFORME DU CONSEIL MUNICIPAL

Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, M. FERRARA est absent lors de l'examen de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 16 Avril 2013, le Conseil Municipal a autorisé le président du CCAS à mettre en vente les biens immobiliers sis 8 rue Gabriel Péri et 10 bis rue Villaret Joyeuse, le produit de ces futures cessions devant participer au financement des nouveaux locaux du CCAS à la Villa d'Este.

L'immeuble sis 8 rue Gabriel Péri, d'une superficie de 400 m², situé sur la parcelle cadastrée section AO 34, a fait l'objet d'une estimation par le service France Domaines à hauteur de 480 000 €, avec une marge d'appréciation de + ou – 20 %.

A l'issue d'une vente de gré à gré, le Conseil d'Administration du CCAS, dans sa séance du 7 Septembre 2015, a approuvé la vente de cet immeuble à Monsieur Gilbert GANIVENQ, seul candidat pour un montant de 450 000€.

Le Conseil municipal a donné un avis favorable à cette cession.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

29 - BAIL EMPHYTEOTIQUE VILLE DE SETE/JOUSSELME - VENTE DE LA PART DU BAILLEUR A LA SAFER PACA ET JOUSSELME SERGE - MODIFICATION DES MODALITES DE PAIEMENT

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 27 avril dernier, le Conseil municipal a approuvé le principe de la vente de 2 parcelles de terrain sur la commune de Chabottes cadastrées section BZ 31 et 32 à la SAFER PACA, en vue de la rétrocession à M. Serge JOUSSELME pour un montant de 25.000 €.

La promesse unilatérale de vente établie par la SAFER prévoyait un paiement comptant à la signature de l'acte. Or la SAFER a demandé à pouvoir bénéficier d'un paiement échelonné de 15.000 € à la signature de l'acte et du solde de 10.000 € six mois après.

Après vérification auprès de la Trésorerie Municipale, le Conseil municipal a approuvé ces nouvelles modalités de paiement.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

MARCHES PUBLICS

30 - ACQUISITION DE MATERIELS ALTERNATIFS AUX DESHERBAGES CHIMIQUES – ATTRIBUTION

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 22 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé une convention de groupement de commandes publiques entre les villes de Marseillan, Balaruc-les-Bains, Bouzigues, Villeveyrac et Sète, pour l'acquisition de matériels alternatifs aux désherbages chimiques, la commune de Sète étant coordonnatrice du groupement.

	Marchés à bons de commande				
	Montant maximal par lot et par collectivité en € H.T.				
	lot 1	lot 2	lot 3	lot 4	total/collectivité
Balaruc les bains	3 885	2 440	21 035	260	27 620
Bouzigues	1 555	11 285	8 820	260	21 920
Sète	6 220	8 140	37 655	2 700	54 715
Marseillan	4 340	5 695	21 785	780	32 600
Villeveyrac	0	2 440	10 705		13 145
total	16 000	30 000	100 000	4 000	150 000

Lors de sa séance du 18 septembre 2015, la Commission d'appel d'offres a décidé :

- d'attribuer à l'entreprise SANTAMARIA M. JARDINAGE sise PAE La Crouzette 34630 SAINT THIBERY, les lots 3 (Matériels électriques à batterie composés de débroussailleuses, coupe-herbe, souffleur, bineuse-sarcluse et batteries) et 4 (Outils professionnels à moteurs thermiques : débroussailleuses et réciprocatrice).
- de déclarer "INFRUCTUEUX" les lots 1 (Petit outillage à mains pour un montant maximum annuel de 16.000 € HT) et 2 (Désherbeurs thermiques avec accessoires).
- de lancer une procédure de marché négocié, pour une période de 1 an à compter de la notification du marché, reconductible deux fois.

Le Conseil municipal en a pris acte, et autorisé le Maire à signer tous documents afférents.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

AMENAGEMENT URBAIN

31 - PONT MOBILE - TRAVAUX DE REHABILITATION - CONVENTION DE CO-FINANCEMENT

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 17 septembre 2013, et à la demande expresse de la Région Languedoc-Roussillon, une participation financière de la commune de 1.000.000 € pour la réfection du pont Tivoli a été actée.

Le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention de financement correspondante, échelonnant le versement de cette participation du 4^{ème} trimestre 2015 au 4^{ème} trimestre 2019 à raison de 200.000,00 € HT par an.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

La séance est levée à 21h45.

Le Sénateur-Maire

 François COMMEINHES

LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.